

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Ah! comme les ménages ont ménagé!

Les consommateurs canadiens font preuve de résilience malgré les difficultés persistantes. Pourquoi?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ Les dernières années ont été difficiles pour les ménages canadiens. Entre les tarifs douaniers, l'essor de l'intelligence artificielle (IA), le conflit entre les États-Unis et l'Iran et l'évolution des taux d'intérêt, les consommateurs ont eu bien du mal à trouver un peu de répit devant cette succession apparemment ininterrompue de perturbations externes. Le coût additionnel total en 2026 et en 2027 pourrait dépasser 2 000 \$ pour le ménage moyen au Canada.
- ▶ Tous les ménages n'ont pas vécu ces difficultés économiques de la même manière. Les plus vulnérables ont puisé dans l'épargne qu'ils avaient accumulée pendant la pandémie pour absorber la hausse des coûts. Parallèlement, le patrimoine des ménages les plus nantis n'a cessé de croître.
- ▶ Malgré les pressions économiques, le marché du travail a continué de progresser et a soutenu la consommation, pilier de la croissance économique. Les transferts fédéraux aux ménages à revenu faible et moyen ont également aidé.
- ▶ Bien que la hausse des dépenses réelles des consommateurs doive ralentir sous l'effet de la montée des prix et des guerres commerciales, qui mettent les consommateurs à rude épreuve, elle devrait néanmoins continuer de soutenir une croissance appréciable.

Depuis le début de 2025, les ménages canadiens doivent composer avec des perturbations qui semblent se succéder sans relâche. Entre les tarifs douaniers, l'essor de l'IA, le conflit entre les États-Unis et l'Iran et l'évolution des taux d'intérêt, les consommateurs ont eu bien du mal à trouver un peu de répit. Malgré cela, l'économie canadienne est demeurée résiliente, particulièrement du côté de la consommation. Dans cette note, nous examinons les raisons qui expliquent cette résilience et évaluons dans quelle mesure elle pourrait se maintenir au cours des prochains mois.

Du pétrole, des tarifs, de l'IA, alouette!

Le pétrole joue les trouble-fête

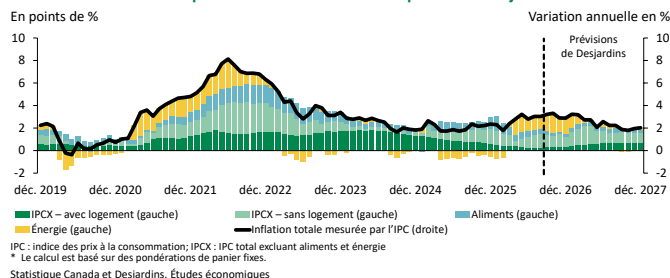
Les prix de l'énergie sont la cause principale de la hausse des coûts touchant actuellement les ménages canadiens. Ceux-ci

ont considérablement alimenté l'inflation globale et devraient continuer de le faire jusqu'à la fin de 2026 (graphique 1). Alors que le prix du WTI (*West Texas Intermediate*), la référence

Graphique 1

La croissance des prix de l'énergie devrait maintenir l'inflation à un niveau élevé jusqu'en 2026

Inflation totale mesurée par l'IPC au Canada et décomposition sous-jacente*

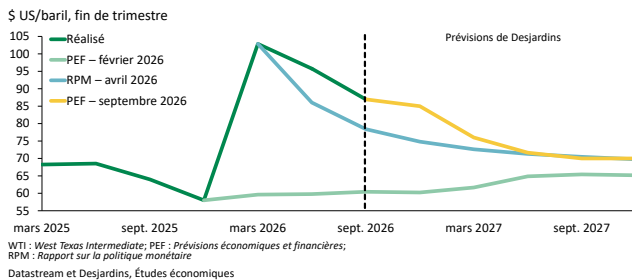


nord-américaine pour le pétrole brut léger à faible teneur en soufre, oscillait autour de 90 \$ US le baril au moment d'écrire ces lignes, nous nous attendons toujours à ce que les prix du pétrole diminuent graduellement, mais ceux-ci devraient demeurer élevés plus longtemps que nous le prévoyions auparavant (graphique 2). La persistance des prix élevés du pétrole pourrait aussi finir par alimenter l'inflation sous-jacente, même si l'on observe jusqu'ici peu de signes d'un tel effet.

Graphique 2

Les prix du pétrole devraient rester élevés cette année et l'année prochaine

Prix du WTI

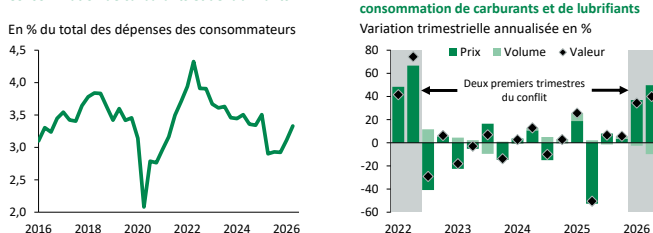


Après avoir atteint un creux récent de 2,9 % au quatrième trimestre de 2025, l'envolée des prix de l'énergie a fait bondir la part des dépenses de consommation consacrée aux carburants et aux lubrifiants pour le transport à 3,3 % au deuxième trimestre de 2026 (graphique 3). Toutefois, les dépenses en carburant représentent une part beaucoup plus faible de la consommation totale des ménages qu'au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, lorsqu'elles avaient franchi le seuil de 4,3 %. Ce phénomène était surtout attribuable à la hausse des prix, les volumes n'ayant apporté qu'une contribution modeste, mais tout de même positive, à mesure que les consommateurs se remettaient à utiliser leur véhicule après la pandémie. En revanche, les Canadiens et Canadiennes ont aujourd'hui réduit leurs achats de carburant en réaction à la hausse des prix à la pompe. Le maintien des prix de l'énergie à des niveaux élevés

Graphique 3

Les Canadiens dépensent plus pour le carburant, mais en achètent moins

Consommation de carburants et de lubrifiants



devrait accroître l'inflation d'environ 1,0 point de pourcentage en 2026, et de 0,4 point de pourcentage en 2027. Cela équivaut à un total d'environ 25 G\$ sur les deux ans, ce qui représente des coûts supplémentaires approximatifs de 1 575 \$ par ménage.

L'une des raisons pour lesquelles la hausse du prix à la pompe est plus modeste cette fois-ci est que les prix du pétrole n'ont pas atteint les mêmes sommets qu'en 2022. La suppression des taxes fédérales et provinciales a également joué en ce sens (graphique 4). Plus précisément, l'élimination de la taxe fédérale sur le carbone à la consommation a réduit le prix de l'essence ordinaire au détail d'environ 15 ¢ le litre en avril 2025. Cette mesure a également écarté la perspective de nouvelles hausses de taxes. La réduction temporaire de la taxe d'accise fédérale a retranché 10 ¢ de plus par litre à compter d'avril 2026. Par conséquent, les taxes sur l'essence représentent à l'échelle nationale près de la moitié de ce qu'elles étaient au début de 2025.

Graphique 4

Les taxes sur l'essence ont été réduites de près de moitié depuis le début de 2025

Taxes par litre d'essence ordinaire



Guerre commerciale et riposte canadienne

Les tensions commerciales avec les États-Unis viennent également compliquer la situation des consommateurs canadiens. Après une guerre commerciale marquée par des mesures de représailles successives et une forte volatilité en 2025, une trêve fragile s'est finalement installée. La plupart des exportations canadiennes sont entrées aux États-Unis sans droits de douane en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). En réponse, le Canada a supprimé bon nombre de ses tarifs de représailles en septembre 2025.

Ensuite, en juillet 2026, l'administration américaine a brandi la menace de droits de douane de 50 % sur environ 5 % (28 G\$) des importations américaines en provenance du Canada avant de finalement les appliquer à la mi-août. Selon [notre analyse](#), cette seule mesure devrait ralentir la croissance économique et la progression de l'emploi, exerçant ainsi une pression à la baisse sur l'inflation. Peu après, le gouvernement du Canada a imposé

sur des produits similaires ses propres droits de douane d'une valeur équivalente, allant de 15 % à 50 %. Nous prévoyons que cela freinera également l'activité économique.

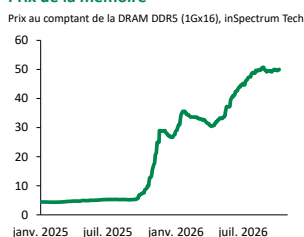
Cependant, la poussée inflationniste attribuable aux tarifs de représailles canadiens devrait plus que compenser l'effet modérateur du ralentissement de la croissance économique et de l'emploi causé par la guerre commerciale. L'incidence nette de la guerre commerciale sur les prix à la consommation devrait faire augmenter l'inflation sous-jacente d'environ 0,1 point de pourcentage en 2026 et 0,2 point de pourcentage en 2027, si les droits de douane sont maintenus de façon permanente. Cela représente un coût total d'environ 5,5 G\$ sur deux ans, soit près de 350 \$ par ménage. Dans nos plus récentes [Prévisions économiques et financières](#), nous supposons certes un certain apaisement des tensions commerciales, ce qui contribuerait à maintenir l'inflation à un niveau inférieur l'an prochain par rapport à ce qu'elle serait autrement. Cela dit, le maintien ou même l'intensification de ces tensions demeure un risque important pour les perspectives.

L'IA : inflationniste maintenant, désinflationniste plus tard?

Parallèlement, l'utilisation généralisée de l'IA stimule la productivité dans plusieurs secteurs de l'économie. On s'attend à ce que cela exerce à terme une pression baissière sur l'inflation en accélérant la croissance de la production potentielle. À court terme, la montée en flèche des activités liées à l'IA semble plutôt augmenter les coûts pour les consommateurs. Les coûts plus élevés des intrants nécessaires aux dépenses d'investissement en IA en sont un exemple. Les prix des semi-conducteurs ont augmenté substantiellement, entraînant dans leur sillage une hausse du prix des produits électroniques destinés aux consommateurs (graphique 5). En effet, la composante relative à l'équipement informatique et aux dispositifs numériques de l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de près de 7 % sur un an en août 2026, soit le rythme le plus rapide jamais enregistré. Des inquiétudes ont également été soulevées quant à la possibilité que les prix des services publics, comme ceux de l'électricité et de l'eau, augmentent en raison des investissements dans l'IA, ce qui a incité les décideurs politiques de certaines

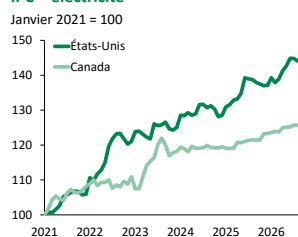
Graphique 5

L'investissement en IA et son utilisation semblent récemment contribuer à une hausse des coûts
Prix de la mémoire



IA : intelligence artificielle; IPC : indice des prix à la consommation; * En date du 7 octobre 2026.
Bloomberg, Bureau de Labor Statistics, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

IPC – électricité



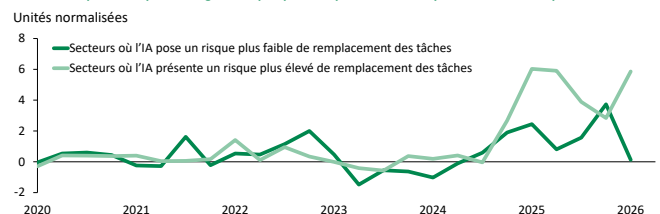
régions à intervenir. Cependant, [nos recherches](#) ont mis au jour des résultats contradictoires à cet égard. Bien que leur incidence soit plus difficile à quantifier que celle de la hausse des prix de l'énergie ou des importations, les coûts croissants liés à l'IA ne font qu'alourdir la facture déjà élevée des Canadiens.

En même temps, les travailleurs craignent de plus en plus que l'IA ne les remplace ou ne comprime les salaires (graphique 6). On relève certains indices de ces deux phénomènes dans les emplois de premier échelon des secteurs vulnérables à l'IA. Toutefois, les signes de pertes d'emplois généralisées attribuables aux avancées de l'IA demeurent limités jusqu'à présent. À mesure que l'utilisation de l'IA et ses applications se multiplient, il est probable qu'elle entraîne certains déplacements de main-d'œuvre. Dans le passé, les technologies polyvalentes ont favorisé la création d'emplois et la croissance des salaires tout en perturbant les marchés du travail, et il est trop tôt pour présumer que l'IA n'aura pas d'effets comparables.

Graphique 6

Les travailleurs exposés à l'IA au Canada sont de plus en plus préoccupés par les pertes d'emplois

Selon vous, quel est le pourcentage de risque que vous perdriez votre emploi au cours des 12 prochains mois?



IA : intelligence artificielle
Note : Risque plus faible : agriculture et foresterie, exploitation minière, hydrocarbures, construction, fabrication et services de transport et entreposage. Risque plus élevé : finance, assurance, immobilier, location et location à bail, services publics, commerce de détail et de gros, fonction publique et information, culture et loisirs.
Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

Les taux d'intérêt montent encore et encore

Toutes ces forces inflationnistes ont augmenté les attentes du marché quant à de futures hausses des taux d'intérêt à court terme par les banques centrales au Canada et à l'étranger. De plus, les prévisions du marché se sont avérées justifiées dans certains cas, comme en témoignent les récentes hausses de taux de la [Réserve fédérale](#) et de la [Banque centrale européenne](#).

Par contre, la hausse des taux d'intérêt à long terme ne s'explique pas uniquement par les mesures de resserrement prévues des banques centrales. Les investisseurs n'acceptent de détenir des obligations à long terme qu'en échange d'un rendement supplémentaire, appelé « prime de terme ». Comme nous l'avons souligné dans nos récentes [Stratégies de placement et analyse des taux d'intérêt](#), plusieurs facteurs ont poussé la prime de terme à la hausse.

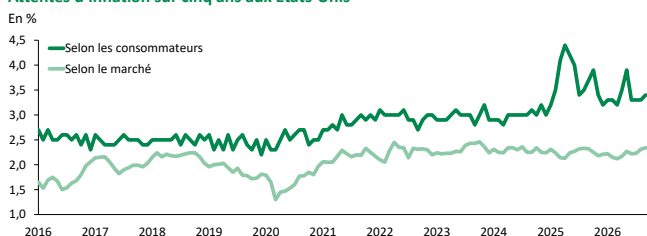
Premièrement, les attentes d'inflation sont à la hausse, particulièrement chez les consommateurs. L'inflation réduit le

rendement réel de la plupart des obligations, ce qui signifie que les investisseurs ont besoin d'une compensation supplémentaire pour les détenir pendant les périodes inflationnistes. Toutefois, les attentes du marché américain en matière d'inflation (nous ne disposons pas d'estimations fiables pour le Canada) restent relativement modérées pour l'instant (graphique 7). Cela augmente cependant le risque qu'une inflation persistante finisse par devenir un autre facteur important de la hausse des rendements obligataires.

Graphique 7

Les attentes d'inflation sont en hausse aux États-Unis, surtout chez les consommateurs

Attentes d'inflation sur cinq ans aux États-Unis



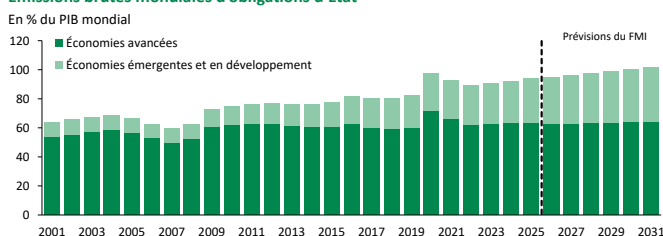
Université du Michigan, Réserve fédérale de St. Louis et Desjardins, Études économiques

Deuxièmement, les déficits gouvernementaux se sont eux aussi creusés rapidement. Plusieurs facteurs y ont contribué, notamment l'augmentation des budgets de défense et des obligations au titre des régimes de retraite, le soutien aux secteurs touchés par les droits de douane et les pressions populistes. Pour financer ces dépenses, les gouvernements ont émis un volume considérable de titres de créance. Par conséquent, la dette publique a atteint des niveaux, en proportion du PIB, qui sont généralement associés à une récession mondiale, même si la hausse actuelle reflète un recours soutenu à l'emprunt plutôt qu'un effondrement du dénominateur du PIB (graphique 8).

Graphique 8

Les émissions brutes mondiales d'obligations d'État continuent de grimper

Émissions brutes mondiales d'obligations d'État



FMI : Fonds monétaire international
FMI et Desjardins, Études économiques

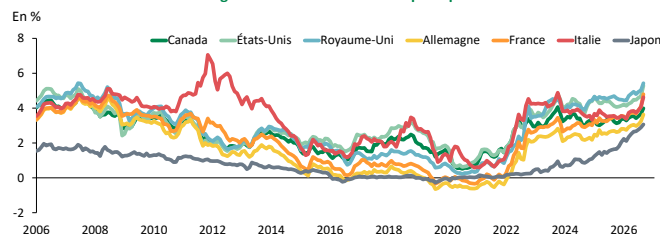
Enfin, les centres de données à très grande échelle ont émis davantage de titres de créance pour financer d'importantes dépenses d'investissement, particulièrement aux États-Unis, augmentant ainsi le volume déjà considérable d'obligations gouvernementales et de sociétés que les investisseurs doivent absorber. Dans une certaine mesure, cette concurrence accrue pour le capital pourrait contribuer à exercer une pression à la hausse sur les coûts d'emprunt à long terme.

Le Canada n'est pas à l'abri des pressions qui poussent les rendements obligataires mondiaux à la hausse. Le rendement des obligations du gouvernement du Canada de 10 ans est passé de 3,3 % à la fin de février 2026 à environ 4,0 % à la fin de septembre. Ce taux était plus élevé que ceux de l'Allemagne et du Japon, bien que les rendements des obligations de 10 ans de ces deux pays aient augmenté beaucoup plus rapidement qu'au Canada récemment (graphique 9). Quoi qu'il en soit, la hausse des rendements des obligations souveraines au Canada se répercute sur les autres paliers de gouvernement, les entreprises et les consommateurs en faisant augmenter leurs coûts d'intérêt.

Graphique 9

Les rendements des obligations d'État à plus long terme ont atteint des sommets inégalés en plusieurs décennies

Rendements mensuels des obligations d'État de 10 ans des principales économies avancées*



* Dernières données en date du 30 septembre 2026.
Organisation de coopération et de développement économiques et Desjardins, Études économiques

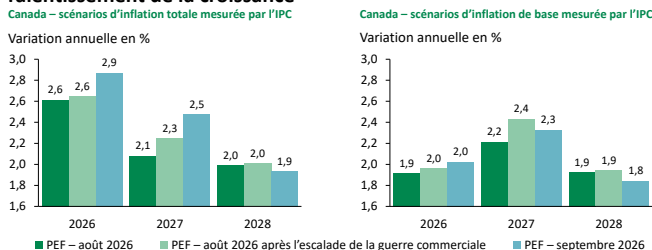
Qu'est-ce que cela signifie pour les consommateurs?

La hausse des coûts des importations, de l'énergie, des produits électroniques et des taux d'intérêt a une conséquence claire : une augmentation des prix des biens et services les plus importants pour les ménages canadiens. Qu'il s'agisse des dépenses courantes, des aliments, du plein d'essence ou des versements hypothécaires mensuels, les factures continuent de s'alourdir. Dans l'ensemble, le coût supplémentaire pour les ménages pourrait atteindre près de 2 000 \$ en 2026 et en 2027 pour un ménage canadien moyen. Il s'agit d'un montant considérable lorsqu'on le compare à notre prévision d'un revenu moyen d'environ 85 000 \$ pour les ménages canadiens l'an prochain.

Au total, l'inflation mesurée par l'IPC pourrait être plus élevée de 0,4 point de pourcentage en 2026 et en 2027 que ce qui était prévu à la mi-août, pour atteindre respectivement 2,9 % et 2,5 % en variation annuelle (graphique 10). Bien sûr, cela suppose une désescalade de la guerre commerciale avec les États-Unis vers la fin de l'année. Si les tarifs actuels demeurent en vigueur ou grimpent davantage, l'inflation pourrait être encore plus élevée l'année prochaine.

Graphique 10

Les tarifs de représailles devraient faire grimper l'inflation malgré un ralentissement de la croissance

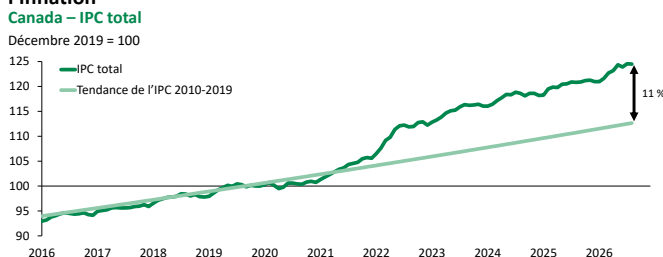


IPC : indice des prix à la consommation; PEF : Prévisions économiques et financières
Desjardins, Études économiques

Cela survient après la période postpandémique de forte inflation, au cours de laquelle les prix ne sont jamais revenus à leur tendance d'avant la COVID-19. Les prix dépassent maintenant de plus de 25 % leur niveau de la fin de 2019 et de 11 % leur tendance pré-pandémique (graphique 11). Et même ce niveau moyen des prix fait pâle figure comparativement à la hausse du coût de certains produits essentiels, comme les aliments.

Graphique 11

Les prix étaient toujours élevés avant la plus récente recrudescence de l'inflation



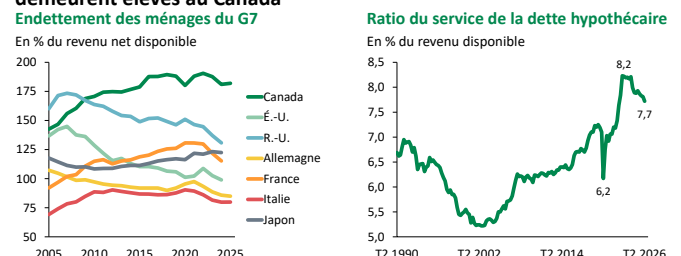
IPC : indice des prix à la consommation
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le coût du logement a également augmenté beaucoup plus rapidement que l'inflation générale. Même si les prix des maisons et les loyers demandés ont reculé par rapport à leurs sommets récents, ils demeurent élevés, en partie sous l'effet des coûts de construction, qui continuent de peser sur le marché. De plus, les coûts des intérêts hypothécaires restent considérables, car

les taux fixes ont recommencé à augmenter parallèlement aux rendements obligataires mondiaux. Les ménages canadiens sont déjà parmi les plus endettés au monde (graphique 12). Ainsi, les renouvellements hypothécaires à des taux plus élevés, de même que les coûts de logement qui demeurent importants, devraient contribuer à une remontée de l'inflation. C'est particulièrement le cas en Ontario et en Colombie-Britannique, où la baisse des prix depuis leur sommet n'a pas encore suffi à rétablir l'abordabilité, fortement mise à mal durant la frénésie immobilière. Cette situation persiste malgré le ralentissement de la croissance démographique, lequel a contribué à faire baisser les loyers du marché et, dans une moindre mesure, à atténuer la pression sur l'ensemble du marché de l'habitation.

Graphique 12

L'endettement des ménages et les coûts liés au service de la dette demeurent élevés au Canada

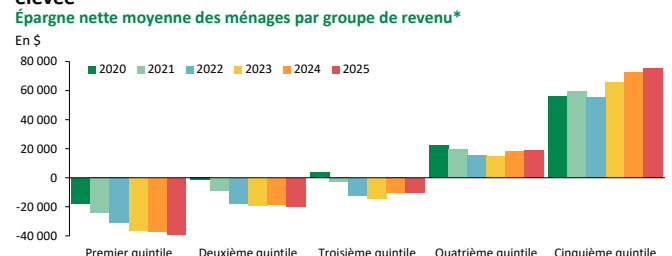


Note : Le ratio d'endettement des ménages par rapport au revenu disponible peut varier quelque peu en raison de légères différences dans les définitions.
Organisation de coopération et de développement économiques, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les ménages à faible revenu sont particulièrement vulnérables à la hausse du coût des produits essentiels. Plusieurs sont locataires, par exemple, et le loyer moyen a augmenté plus rapidement que le coût de l'accession à la propriété depuis la fin de 2019. Il n'est pas étonnant qu'environ la moitié des ménages canadiens aient une épargne négative, comme [nous l'avons noté dans des recherches antérieures](#) (graphique 13). Entre-temps, les 20 % des ménages aux revenus les plus élevés continuent d'accumuler de l'épargne et de voir leur patrimoine prendre de la valeur. Le tout s'ajoute à l'excédent d'épargne substantiel accumulé pendant la pandémie. En effet, leur épargne cumulée

Graphique 13

L'épargne des ménages à revenu élevé a augmenté malgré une inflation élevée



* Le revenu et la consommation, comme ils sont présentés ici, sont à l'échelle des ménages et incluent les transferts sociaux en nature, comme ceux pour la santé et l'éducation.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

totale dépasse de près de 300 G\$ la tendance observée avant la pandémie de COVID-19. La forte hausse des rendements des actions a également contribué à accroître le patrimoine des ménages les plus riches du Canada. Cela a largement protégé les familles les plus aisées de l'incidence de la hausse des prix, tandis que les ménages les plus vulnérables ont été de plus en plus mis à rude épreuve.

Malgré tous ces vents contraires, les consommateurs canadiens ont fait preuve d'une grande résilience. Les dépenses de consommation corrigées de l'inflation ont constitué l'un des points forts des données du PIB réel au cours de la dernière année et demie (graphique 14), malgré le ralentissement marqué de la croissance démographique. Cela s'explique par quelques facteurs. Premièrement, on note la vigueur soutenue du marché du travail canadien. Bien que les gains d'emplois aient été concentrés dans le secteur des soins de santé pendant une grande partie des 18 derniers mois, les embauches soutenues dans les secteurs non exposés au commerce ont aidé à compenser le frein causé par la faiblesse de l'emploi dans les secteurs exposés au commerce. La hausse de l'emploi s'est accompagnée d'une augmentation des revenus et de l'épargne (graphique 15). Deuxièmement, les transferts de revenus fédéraux ponctuels au deuxième trimestre et l'augmentation permanente des transferts de revenus au troisième trimestre de cette année ont contribué à stimuler les dépenses de

consommation, particulièrement celles des ménages à revenus faibles et moyens. Enfin, l'accroissement rapide du patrimoine des ménages les plus aisés du Canada leur a permis de continuer à consommer malgré des prix durablement élevés, masquant ainsi une partie de la faiblesse observée chez les autres ménages.

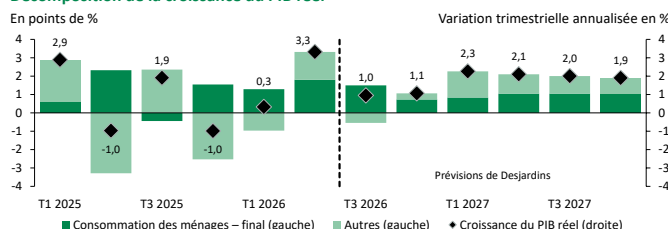
Bien que certains de ces facteurs puissent persister, il n'est pas garanti qu'ils se maintiendront à l'avenir. En effet, nous prévoyons que la croissance de la consommation ralentira au cours des prochains trimestres alors que l'effet favorable des mesures de soutien s'estompera, que les tensions commerciales persistantes pèseront sur l'embauche et l'investissement, et que les paiements hypothécaires et les coûts de l'énergie plus élevés absorberont une part plus importante du revenu disponible (graphique 14). Ce n'est qu'une fois les tensions commerciales résolues que nous prévoyons un rebond de la confiance des entreprises et des consommateurs, lequel stimulera l'embauche et les dépenses des ménages. De plus, la fin du rendement supérieur récemment enregistré par le marché des actions pourrait même amener les ménages canadiens aux revenus les plus élevés à se serrer quelque peu la ceinture.

Conclusion

Les dernières années ont été difficiles, mais les Canadiens et Canadiennes ont fait preuve de résilience tout au long de cette période. Malgré les pressions économiques liées à la hausse des prix de l'énergie, aux droits de douane, à l'IA et aux taux d'intérêt, le marché du travail a continué de progresser et de soutenir la consommation, pilier de la croissance économique. Bien que la hausse des dépenses réelles des consommateurs doive ralentir sous l'effet de la montée des prix et des guerres commerciales, qui mettent les consommateurs à rude épreuve, elle devrait néanmoins continuer de soutenir la croissance.

Graphique 14

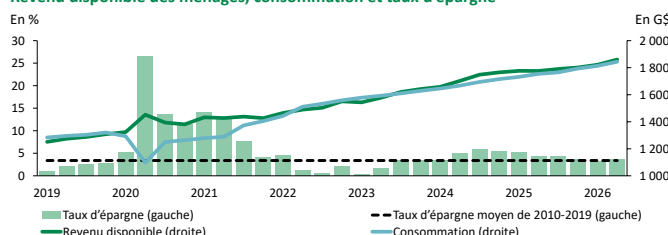
La consommation demeure un important moteur de croissance pour les derniers trimestres comme pour les prochains
Décomposition de la croissance du PIB réel



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 15

Une solide croissance des revenus a aidé à maintenir l'épargne des ménages canadiens à un niveau élevé
Revenu disponible des ménages, consommation et taux d'épargne



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques